

Le progrès dans la société française

Sources d'informations et « fake news »

COVID-19 et vaccin

Les principaux enseignements du sondage

Nos précédentes enquêtes pour le MEDEF ont démontré que la peur face à l'innovation rendait les Français plus réfractaires au progrès que les autres nations.

Notre sondage montre -entre autres enseignements- qu'en théorie une nouvelle technologie, pour s'imposer, doit être à leurs yeux peu risquée et profiter au plus grand nombre.

Le fait que nos concitoyens se sentent mal informés sur les sciences et les technologies (ou qu'ils croient être bien informés par leur entourage et les réseaux sociaux) peut les rendre perméables aux fake news qui viendraient dénoncer les risques parfois fantaisistes d'une nouvelle technologie.

Faut-il faire face à ces fausses informations et à ces peurs, prendre plus de temps qu'ailleurs, parler du principe de précaution, débattre longuement... ? Ou encore tenter d'y couper court en imposant les choses par la loi ?

L'exemple de la vaccination tendrait à démontrer que ces deux extrêmes ne fonctionnent pas. Il indique que c'est surtout la mise en œuvre déterminée d'une innovation -en l'occurrence ici fruit d'une recherche scientifique efficace et rapide- auprès des volontaires qui vient rassurer les hésitants.

I. INFORMATION SUR L'INNOVATION ET « FAKE NEWS »

1. Sources d'informations

Plus de la moitié de la population (52%) s'informe principalement sur les sciences et les technologies par les médias traditionnels...

Il y a un peu plus d'un an, en décembre 2019, une enquête européenne que nous réalisons pour le MEDEF* révélait que les Français étaient systématiquement plus circonspects que la moyenne de leurs grands voisins (Espagne, Italie, Allemagne et Royaume-Uni) sur l'apport des sciences et des technologies à nos sociétés.

En ce début d'année, nous nous sommes notamment penchés sur les sources d'informations spécifiques pour la science, la médecine et les technologies.

Dans ce domaine, les médias traditionnels (presse écrite, radio et télévision) demeurent majoritaires. 52% des Français sont principalement informés par leur entreprise, en particulier les cadres (59%) et les hommes (55%).

47% (1% de NSP) s'informent autrement : soit par les sites internet des médias ou les agrégateurs d'actualités (14%), soit par les réseaux sociaux (9%), soit par les sites internet ou blogs de particuliers (8%). Il faut également noter que devant ces sources d'informations « constituées », 16% citent une source bien plus informelle : leur entourage personnel ou professionnel.

... mais les jeunes s'informent de multiples manières et bien plus que les autres par les réseaux sociaux

Les médias traditionnels sont certes majoritaires, mais chez les moins de 25 ans, ils sont sévèrement concurrencés : seuls 29% d'entre eux les considèrent comme leur principale source d'informations sur les sciences et les technologies. Auprès de cette tranche d'âge, les réseaux sociaux sont passés devant la télé, la radio et la presse écrite (30%), les plus jeunes citent ensuite les sites internet des médias/agrégateurs d'actualités (18%) et enfin leur entourage (17%).

De manière générale, plus on est jeune, moins on est informé via les médias traditionnels sur la science, la médecine et les technologies.

2. Sentiment d'information et fake news

Seule la moitié de la population se sent bien informée sur les sciences et les technologies. Ceux qui s'informent par leur entourage et les RS se sentent plus éclairés

La population française se divise en deux parties parfaitement égales : 50% se sentent bien informés (6% « très bien », 44% « plutôt ») et 50% se sentent mal informés (8% « très mal », 42% « plutôt mal »).

La différence entre les CSP+ (56% de bien informés) et les CSP- (44% de bien informés) est nette, de même que celle entre les hommes (56%) et les femmes (44%).

Mais attention, il s'agit bien ici d'une appréciation de ses propres connaissances et non pas de connaissances avérées. Nous verrons un peu plus bas que ce sentiment de « bonne information » n'immunise pas contre l'erreur.

D'ailleurs -et cela apparaît un peu troublant- ceux qui sont « informés de manière informelle » se sentent un peu mieux informés que la population moyenne : 54% de sentiment de bonne information pour ceux qui s'informent par leur entourage et 52% de sentiment de bonne information pour ceux qui s'informent par les réseaux sociaux.

Plus d'un quart de la population (26%) avoue avoir déjà relayé une « fake news »

Les Français qui s'informent via les réseaux sociaux sont presque deux fois plus nombreux que la moyenne de leurs concitoyens à avoir déjà relayé une fake news : 45% contre 26%. A l'inverse, ceux qui s'informent via les médias traditionnels sont un peu plus nombreux (80% contre 73% en moyenne) à déclarer ne jamais avoir relayé une information à leurs proches en se rendant compte par la suite qu'elle était fausse.

Beaucoup plus connectés, les jeunes ont plus d'occasions d'être exposés à de fausses informations... et de les relayer. Même si aucune génération n'est à l'abri de diffuser -volontairement ou par erreur-

une information initialement fallacieuse, plus on est jeune, plus on se fait le vecteur de fake news, avec une prodigieuse accélération chez les moins de 25 ans : 22% chez les 50 ans et +, 26% chez les 35-49 ans, 28% chez les 25-34 ans et... 42% chez les moins de 25 ans !

« Fake news test » : près d'1 Français sur 5 croit que la 5G contribue à la propagation de la Covid-19 !

Les fausses informations pullulent sur les réseaux sociaux, les politiques et les « people » n'en étant pas les seules victimes. Des mouvements ou des personnalités complotistes utilisent ces moyens de communication à effet démultiplicateur pour semer l'angoisse ou remettre en cause certaines avancées scientifiques et techniques.

L'épidémie de COVID-19 et la découverte rapide des vaccins ont généré un volume sans précédent de fake news. Certains ont profité de la défiance envers les autorités, du sentiment de peur et de la quête de boucs émissaires. Parmi les fake news les plus répandues, on a ainsi pu lire que le coronavirus était un virus sorti d'un laboratoire chinois contenant de l'ADN de VIH, que la pulvérisation d'alcool ou de chlore sur le corps pouvait tuer le virus (Donald Trump suggérant même d'en ingérer) ou encore que Bill Gates voulait implanter des puces électroniques via des vaccins pour géolocaliser la population et la contrôler.

Nous avons voulu -via notre sondage- tester une autre fake news très répandue. Elle joue sur l'effet cumulatif de deux peurs ; celle de la 5G s'additionnant à celle de l'épidémie. Nous avons ainsi indiqué à notre échantillon représentatif de la population française que de très nombreux internautes avaient relayé les déclarations de plusieurs scientifiques et médecins indiquant que les radiations de la 5G pouvaient jouer un rôle dans la propagation de l'épidémie de Covid 19.

Cette fausse information se taille un joli succès puisque près d'un Français sur 5 (19%) estime que cette information est probable (4% tout à fait probable et 15% assez probable). Précisons que parmi les 80% de Français qui n'y croient pas, un tiers (33%) ne sont pas vraiment sûrs d'eux, estiment que cette information est « assez improbable ».

Là encore, nous voyons que le sentiment d'être bien informé peut être trompeur puisque ceux qui se sentent bien informés (21%) et ceux qui s'informent principalement via les réseaux sociaux (36%) sont proportionnellement plus nombreux à rater notre « fake news test ».

La frilosité des Français vis-à-vis de nombreuses innovations -en particulier les plus récentes- est certes entretenue par leur manque de connaissances réelles dans les disciplines scientifiques ou technologies, mais elle l'est aussi par ces informations trompeuses diffusées à grande échelle par des manipulateurs et leurs complices involontaires, d'autant plus dangereux lorsqu'ils sont persuadés de bien connaître leur sujet.

II. Progrès et décroissance

1. Les conditions du progrès

L'innovation doit être partagée par tous et non risquée pour être vue comme un progrès

Les « vérités alternatives » sur des innovations récentes trouvent en France un terreau fertile. Nos concitoyens manifestent en effet -et plus qu'ailleurs- un grand scepticisme, voire de la méfiance à l'égard de la nouveauté ; la précaution est reine.

En effet, les Français sont 35% à considérer qu'il faut qu'une découverte ou la mise au point d'une technologie ne soit pas nuisible à la société et à l'environnement (27%) ou ne comporte pas trop de risques (8%) pour qu'ils la considèrent comme un progrès.

Dans notre enquête qualitative** Odoxa pour le MEDEF, nous observons que de nombreuses peurs pouvaient ainsi freiner l'accès aux progrès du numérique pour les moins connaisseurs, notamment chez les CSP- « *Une fois postées, les données ne nous appartiennent plus et tout malintentionné peut en faire ce qu'il veut* ». Cette peur du risque se manifeste en particulier pour la robotique ou l'intelligence artificielle « *Le jour où l'IA pourra devenir autonome, prendre des décisions et construire elle-même des robots on aura atteint la phase critique* ».

L'autre condition essentielle du progrès -et notre enquête européenne a montré que c'était bien plus le cas en France qu'ailleurs- est le partage. Les Français sont 38% à considérer qu'une découverte doit profiter à tous pour être définie comme un progrès. Soit ils indiquent qu'elle doit être accessible au plus grand nombre de personnes (25%), soit qu'elle doit être « utile et bénéfique pour vous-même et pour vos proches » (13%).

Dans notre enquête qualitative, cette exigence se manifestait en particulier dans le domaine de la santé, considérée comme un trésor trop souvent mal partagé (tandis que les innovations dans le domaine numérique en particulier profiteraient à tous). Si le sentiment global est que dans ce domaine les avancées sont fortes et rapides, les différents groupes mettaient en avant le manque de moyen des hôpitaux publics pour acquérir les innovations et le décalage entre les urbains et les ruraux. Se manifestait la crainte que les décalages s'accroissent dans le futur avec une augmentation du prix des compléments santé et une moindre participation de la sécurité sociale : « *On va devoir prendre part de plus en plus aux dépenses de santé* ».

Enfin, nos concitoyens ont besoin de simplicité (9%) et de comprendre (17%) pour adouber une technologie.

2. Progrès les plus attendus dans les 20 prochaines années : la santé surclasse les autres sujets, elle est désormais largement en tête des domaines dans lesquels les Français attendent des progrès avec 56% de citations

Avec la crise épidémique, l'augmentation des attentes a été spectaculaire : +16 points en un an*. La santé se hisse devant l'environnement (44%) qui perd 6 points et l'éducation qui gagne un point (34%).

Toutes les catégories de la population la placent en tête et les plus concernés par les sujets de santé, les 65 ans et +, sont même les trois quarts (74%) à la citer.

Lors de la dernière campagne présidentielle, nous constatons que les sujets sur l'hôpital, l'accès aux soins, la prise en charge du vieillissement de la population faisaient déjà partie des préoccupations des Français... mais moins des candidats. Le sujet santé apparaît aujourd'hui tellement visible qu'il serait curieux de ne pas le retrouver dans les programmes des futurs impétrants.

Assez au fait des innovations en matière de santé -dans notre étude qualitative de nombreuses technologies étaient spontanément citées- les Français auront besoin de savoir si elles seront bien « partagées » : tout le monde aura-t-il accès aux meilleurs traitements ? Comment les hôpitaux publics pourront-ils les financer ? Des réponses solides et claires devront être apportées pour que la population se dise qu'en effet « la France progresse ».

3. Séduits par la décroissance, les Français rejettent toutefois la plupart de ses conséquences

Pour mieux protéger la santé et l'environnement, certains ont ressorti une vieille antienne : la décroissance. Nos sondages réalisés en 2019* et 2020*** montraient que les Français -peuple sceptique sur la transformation du progrès technique en progrès sociétal- se laissent séduire par ce concept. Définie comme « la réduction de la production de biens et de services pour préserver l'environnement et le bien-être de l'humanité », elle était approuvée par une proportion constante entre les deux vagues de 67% des Français.

Oui... mais...

Si la décroissance plaît, la plupart de ses conséquences sont rejetées.

Les Français sont une majorité de 61% à accepter de réduire leur consommation habituelle (parmi ceux-là seuls 13% en sont certains), mais toutes les autres conséquences qu'engendreraient nécessairement la décroissance sont majoritairement jugées inacceptables : 53% ne veulent pas de règles ou de taxes pour limiter la production des entreprises, 63% ne souhaitent pas que l'on réduise les investissements en recherche et innovation et 63% également ne veulent pas que la réduction de la consommation des ménages se fasse à coup de règles ou de taxes. Enfin 70% refusent que la décroissance aille de pair avec la fermeture d'entreprises et de commerces en France.

Une fois encore, ceux qui s'informent principalement via les réseaux sociaux se démarquent du reste de la population. Ceux-là sont bien plus favorables à des règles et taxes pour limiter la production des entreprises (59% contre 46% pour la moyenne des Français) et à réduire les investissements en recherche et innovation (50% contre 36% en moyenne).

III. Exemple d'un progrès scientifique : le vaccin contre la COVID 19

Nous avons choisi de partir dans ce sondage d'une actualité brûlante : la vaccination contre la Covid 19. Loin de rassurer les Français sur le bien-fondé des progrès scientifiques, les « experts » ont tendance à entretenir la confusion et les inquiétudes.

1. Expertise sur le vaccin contre la COVID-19: le médecin (60%) jugé bien plus crédible que les scientifiques (35%), les pouvoirs publics (9%) et les journalistes (4%)

Pour les informer sur le vaccin, les sources officielles (pouvoirs publics) et scientifiques sont moins crédibles aux yeux des Français que leur médecin. Même l'entourage vient concurrencer lui aussi les « vrais » experts.

Ainsi « votre médecin » arrive très largement en tête avec 60% de citations, loin devant les scientifiques qui s'expriment dans les médias (35%), l'entourage personnel et professionnel (18%), le gouvernement et les pouvoirs publics (9%) et enfin les journalistes.

2. La controverse scientifique inquiète une majorité de Français (54%)

Il faut dire que si les scientifiques ont été nombreux à répondre aux journalistes dans les reportages ou les plateaux consacrés à la vaccination, ils sont loin d'avoir parlé d'une même voix. Les plus sceptiques à l'égard des nouveaux vaccins, ceux qui pointaient les risques, furent les plus relayés. Face à une population qui doutait plus que les autres peuples du bien-fondé de la vaccination, cette controverse scientifique est venue renforcer l'inquiétude.

Ainsi, quand ils entendent les scientifiques débattre des vaccins contre la COVID-19 et de leur efficacité, une majorité de 54% des Français s'inquiète : si les experts eux-mêmes ne sont pas tous d'accord, c'est que ce vaccin est risqué ! 44% des Français ne sont pas inquiets, considérant que toute découverte scientifique implique forcément des débats.

Ceux qui se disent mal informés (63%), qui sont les plus perméables à notre fake news (69%), les femmes (59%), les CSP- (65%) se montrent encore plus troublés.

3. Incitations à se faire vacciner : désormais convaincus du bien-fondé de ce progrès, les Français veulent surtout en finir la Covid-19 (61%)

Le progrès, il faut le vivre pour le croire... ou au moins qu'il ai été expérimenté par suffisamment de monde pour que cela rassure les inquiets.

Les Français sont désormais favorables au vaccin dans leurs majorité (56% dans un sondage réalisé à la mi-janvier par Odoxa). Alors que les controverses et la lenteur assumée des pouvoirs publics les inquiétaient, le fait d'avoir vu un grand nombre de personnes se faire vacciner les incitent à faire de même.

Cela montre que si les Français peuvent craindre les innovations, surtout lorsqu'elles touchent à leur santé, ils peuvent rapidement changer d'avis si le risque leur apparaît largement levé.

Désormais les Français ne remettent plus en cause le vaccin et son efficacité : les trois premières raisons citées parmi celles qui les inciteraient à se faire vacciner se rapportent à la fin de l'épidémie : 61% veulent en finir avec la crise sanitaire, 46% veulent se protéger, 44% parlent de protéger les autres.

Les craintes sur les effets secondaires potentiels ne se sont sans doute pas envolées, mais elles passent au second plan : 22% attendent d'abord qu'une grande partie de la population soit vaccinée, et/ou que des gens connus ou des responsables politiques soient vaccinés (11%).

La contrainte légale (« si c'était la condition pour accéder à certains services ou pour aller dans d'autres pays) ne serait également pas primordiale puisque seuls 19% la citent.

Si la contrainte légale ne fait pas partie des principales motivations à la vaccination, il n'en reste pas moins que les Français y sont très favorables. **Preuve que lorsqu'un progrès -la vaccination en l'occurrence- est majoritairement accepté, on ne veut pas gâcher ses bénéfices. 62% des Français approuvent l'idée d'un « passeport vaccinal »,** autrement dit la mise en place de restrictions d'accès au territoire français pour les personnes non vaccinées. Plus on est favorable au vaccin, plus on préconise évidemment cette mesure (68% des hommes, 66% des cadres et surtout 82% des seniors).

4. Les Français sont très favorables (78%) à ce que l'entreprise facilite la vaccination pour ceux qui la souhaitent

Le principe d'une vaccination contre la COVID-19 n'étant désormais plus remis en cause, les Français attendent une accélération et ils voient d'un très bon œil l'implication des entreprises. 78% d'entre eux (et 71% des salariés du privé, 76% de ceux du public) pensent que ce serait une bonne chose que les entreprises informent leurs salariés sur les vaccins et facilitent la vaccination de ceux qui la souhaitent. Si le rôle de l'entreprise dans la diffusion de ce progrès est à ce point reconnu, c'est aussi que la crise sanitaire a eu un impact positif sur son image : près de 8 salariés sur 10 estiment que leur employeur s'est bien comporté pendant cette période si difficile pour tous. ****

Céline Bracq, directrice générale d'Odoxa

** Sondage réalisé par Odoxa en décembre 2019 auprès de 3011 Européens pour la commission innovation du MEDEF. Technologies testées : énergie éolienne, énergie nucléaire, vaccination, médicaments, objets connectés, reconnaissance vocale, digitale, faciale, robots, voiture autonome, réseaux sociaux, OGM.*

*** Enquête qualitative réalisée par Odoxa en juin 2020 pour la commission innovation du MEDEF. 5 focus groupes de 2H30 auprès de jeunes travailleurs et apprentis CSP-, d'adultes actifs CSP-, de fonctionnaires intermédiaires, de cadres moyens et de chefs d'entreprises de PME/TPE/ETI*

**** Sondage réalisé par Odoxa en mai 2020 auprès d'un échantillon représentatif de 1005 Français pour la commission innovation du MEDEF.*

***** Sondage Odoxa-Adviso Partners pour Challenges, France Info et France Bleu diffusé le 9 avril 2020. Echantillon représentatif de 3004 Français. 77% des salariés estiment que leur entreprise s'est bien comportée pendant le confinement à l'égard de ses salariés*
